



# Violences à l'école: un arsenal de mesures attendues vendredi

Paris, 26 oct. 2018 (AFP) -

Emmanuel Macron avait demandé des "mesures" après le braquage d'une professeure par un élève: les ministres de l'Education et de l'Intérieur présentent vendredi un plan qui devrait notamment prévoir plus de policiers aux abords des établissements.

Au cours du week-end dernier, la vidéo diffusée sur les réseaux sociaux d'un élève menaçant son enseignante avec un pistolet factice dans un lycée de Créteil (Val-de-Marne) avait suscité l'indignation. Cet élève a été mis en examen pour "violences aggravées" et devrait passer en conseil de discipline à la rentrée.

Depuis, l'opposition a accusé le ministre de l'Education de "laxisme" tandis que sous le hashtag ironique [#pasdevague](#), des milliers d'enseignants ont témoigné sur Twitter de cas de violences dans leurs établissements ayant étouffés selon eux par leur hiérarchie.

Accompagnés de la ministre de la Justice Nicole Belloubet, Jean-Michel Blanquer et Christophe Castaner doivent présenter "un plan d'actions ambitieux".

Dans un entretien jeudi à l'AFP, M. Blanquer a expliqué qu'il souhaitait notamment un renforcement de la présence des forces de l'ordre aux abords des établissements, former du personnel de l'Education aux questions de sécurité à l'intérieur des écoles, et évaluer le "climat scolaire".

Le ministre de l'Education a aussi assuré que le nombre de signalements et de conseils de discipline ne devaient pas être un critère de jugement des établissements. "Sinon, c'est une incitation à mettre les problèmes sous le tapis."

Selon la dernière enquêtes de l'agence des statistiques du ministère, les violences verbales sont les incidents les plus courants (plus de huit faits graves sur dix commis par des élèves envers le personnel). Commises avant tout par des garçons, elles se produisent surtout en salle de classe et donnent lieu à une exclusion, temporaire ou définitive, dans plus de 90% des cas.

- Présence de bandes -

Pour venir en aide aux établissements, les ministres devraient annoncer le renforcement d'"équipes mobiles de sécurité", un dispositif créé à Créteil en 2009 par Jean-Michel Blanquer, alors recteur de l'académie. L'équipe de Créteil, qui est la plus importante, compte aujourd'hui 70 personnes.

Ces personnels de l'Education nationale, qui reçoivent une formation en matière de sécurité, sont chargés d'accompagner les établissements en cas de fortes tensions, ou d'améliorer la prise en charge des élèves aux conduites problématiques.

Des mesures pour faire face aux violences liées à la présence de bandes aux abords des établissements sont aussi attendues. Depuis la rentrée, les signalements de cette nature se sont accrus, selon le ministre de l'Education.

Christophe Castaner a de son côté souhaité jeudi "une remise à plat du plan d'action" contre les bandes, avec notamment l'instauration de "référénts dans chaque commissariat" et une "cartographie" de ces groupes "cage d'escalier par cage d'escalier".

Le gouvernement travaille à une plus grande coopération entre la police, la justice et l'Education nationale, pour faire face à ces "phénomènes que l'école importe de l'extérieur", selon M. Blanquer: "rixes entre gangs" mais aussi "trafic de drogue, fondamentalisme islamiste".

"L'objectif, c'est aussi d'avoir un suivi des élèves +poly-exclus+", a par ailleurs indiqué M. Blanquer. Cette semaine, le SNPDEN, premier syndicat des chefs d'établissement, relevait que "le système éducatif ne sait toujours pas gérer les situations les plus extrêmes, en particulier celles de ces élèves (...) qui d'établissements en établissements sont renvoyés pour les mêmes faits".

D'autres syndicats insistent sur le manque de moyens des établissements.

Sous le quinquennat Sarkozy, quand Jean-Michel Blanquer était directeur général de l'enseignement scolaire, c'est-à-dire le numéro deux officieux du ministère, les suppressions de postes "ont provoqué une dégradation



PAYS :France  
SURFACE :91 %  
PERIODICITE :Quotidien



► 26 octobre 2018 - Edition Fil Gen

générale de la qualité de l'enseignement", souligne ainsi le Snuipp-FSU, premier syndicat dans le primaire.  
ito/blb/dar  
TWITTER

Afp le 26 oct. 18 à 04 00.